

# CYCLE 2 HOW WILL WE LIVE TOGETHER ? COMMENT VIVRONS-NOUS ENSEMBLE AU 21<sup>ÈME</sup> SIÈCLE ?

A partir des questionnements :  
How will we live together? Comment vivrons-nous ensemble au 21<sup>ème</sup> siècle ?  
les étudiant·es de Master "Urbanisme et Projet Urbain" ont construit un corpus de textes, images et projets pour nourrir les réflexions engagées, par les partenaires de l'Agence d'Urbanisme et de la Structure Fédérative de Recherche Territoires en Réseaux. Ainsi l'imaginaire est-il pour la deuxième fois posé au centre du dispositif, avec de nouvelles modalités d'échange pour la construction de futurs urbains durables. Leurs recherches portent sur des référents théoriques, des référents historiques, afin de déterminer les reprises ou "configurations discursives inconscientes nées dans les siècles précédents et sur des références de projets contemporains.

Pour cette année universitaire 2022/23, le travail engagé par la SFR a permis pour les étudiant·es, futur·es urbanistes, de continuer à s'interroger sur les innovations qui accompagnent l'urbanisme du XXI<sup>ème</sup> siècle.

L'enjeu est de poursuivre un dialogue au long cours par le développement de plateformes et l'expérimentation de nouvelles modalités d'échange entre chercheur·es, acteur·trices, enseignant·es et étudiants·es.

Pour cela la SFR Territoires propose des actions en co-conception et co-exécution pour associer les savoirs scientifiques et l'expertise opérationnelle afin de mieux comprendre les enjeux et les évolutions associés aux villes et aux territoires.



Collage réalisé par les étudiant·es

## HOW WILL WE LIVE TOGETHER ?

**HOW** : Parle d'approches pratiques et de solutions concrètes.

**WILL** : Signale un regard vers l'avenir, mais aussi la recherche d'une vision et d'une détermination, en s'appuyant sur le pouvoir de l'imaginaire.

**WE** : Est la première personne du pluriel et inclut donc d'autres peuples, d'autres espèces.

**LIVE** : Ne signifie pas simplement exister mais prospérer, s'épanouir, habiter...

**TOGETHER** : Implique des collectifs, des biens communs, des valeurs universelles.

**?** : Indique une question ouverte à la recherche de (nombreuses) réponses.

# RÔLE DE LA CULTURE DANS L'ATTRACTIVITE DES VILLES ?

Le développement culturel n'est plus désormais pour les sociétés et pour les individus, un luxe dont ils pourraient se passer, l'ornement de l'abondance : il est lié aux conditions mêmes du développement général, (Girard, Gentil, 1982).

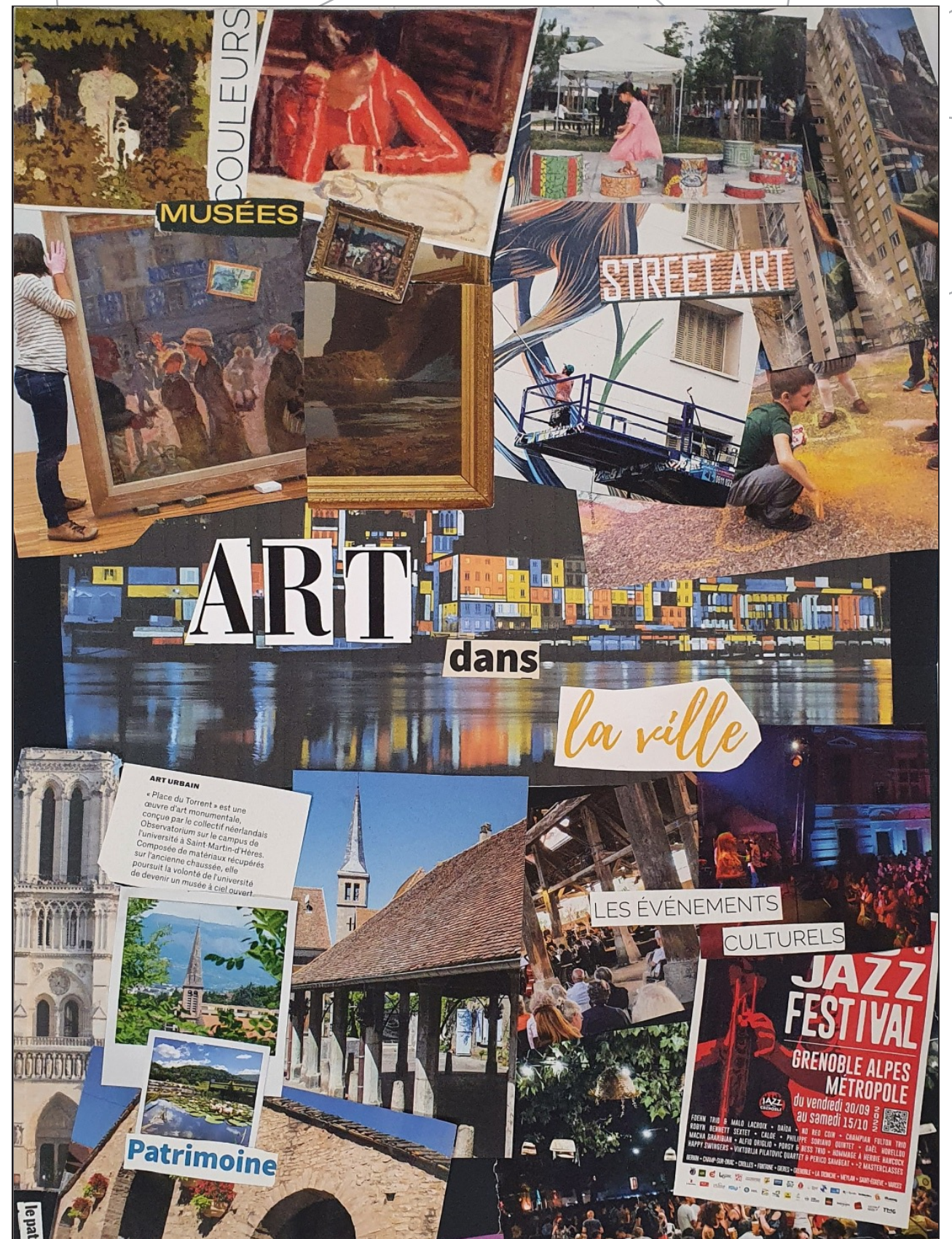
La promotion des activités culturelles en Europe émerge au XIXe, sous l'impulsion d'acteurs locaux. Depuis les années 1990, la communication autour de ces activités participe à la construction d'un « marketing territorial », qui contribue à l'économie des territoires en attirant des activités touristiques. Néanmoins, cette vision capitaliste de la culture est critiquée par de nombreux auteurs.

Dès le XIXe siècle, les territoires liés à l'art ont mis en place des stratégies pour attirer des populations. Cela s'est traduit à Séville en 1916 par l'installation de plaques de céramiques aux lieux évoqués dans les œuvres de Cervantes. Ainsi, le développement local de l'attractivité a pu reposer sur l'art.

Les territoires d'art ont tout intérêt à préserver et faire connaître leurs atouts culturels. Lié à une mémoire collective, des objets matériels ou immatériels peuvent être à l'origine d'un processus de patrimonialisation. Symbolique, il révèle les identités culturelles du lieu selon les époques.

La ville de Nantes en est un bon exemple : elle a fait le choix de se démarquer par l'art. Les Machines de l'Île montrent l'importance du patrimoine industriel pour relancer une économie via l'art. De surcroît, de nombreux équipements culturels ont généré de nouveaux festivals. Donc, le patrimoine combiné aux activités artistiques sont des leviers d'action de marketing territorial.

Subséquent, les politiques publiques culturelles agissent sur les représentations de l'art dans la ville. En effet, le marketing culturel, organisé par des acteurs publics et privés, vise une population qualifiée d'élite. L'art devient un bien exprimant un marché d'offre et de demande. La consommation culturelle est une construction politico-socio-économique qui sélectionne et hiérarchise l'art en ville. En témoigne l'image du street art, mouvement de résistance à ses débuts, aujourd'hui au service du marketing territorial, politisé dans les rénovations urbaines qui accentuent les ségrégations socio-spatiales.



Collage réalisé par les étudiant.es

Nous pouvons donc affirmer que la diversité des pratiques culturelles constitue un outil de marketing territorial.

Concrètement, le marketing territorial cherche à parfaire l'image de marque locale ou à la créer. Ce processus transcende la seule attractivité dans un but d'approfondir la reconnaissance de l'identité et singularité d'une région. Dans ce contexte, le patrimoine peut, de manière risquée mais nécessaire, se traduire en folklore pérenne pour l'unicité du territoire, puis la croissance de l'attractivité.

Mais le principe des villes créatives ou d'art est critiquable en tant que tel et doit connaître une évolution. Dans la mesure où elles sont le résultat d'une production intentionnelle dans laquelle le capital créatif dissimule un néolibéralisme qui accroît la gentrification, obligeant les artistes peu connus à déménager. L'art subsistant est de plus en plus instrumentalisé par ses commanditaires, afin de réaliser une transition socioéconomique de ces milieux urbains.

Tant et si bien que c'est la concentration des représentations, notamment des plus esthétiques, plus que la substance artistique qui compte. La ville d'art se réduit à un champ d'observation régulé par des contemplateurs consommateurs de masse. Donc, dans le système socioéconomique actuel, l'art dans la ville perd de sa créativité en devenant une marchandise pour le marketing territorial.

JÉGOUX Léa, MARQUIAND Arsène, PAQUET Elodie, RODRIGUEZ Pauline, VIGNERON Léa.

# L'ART DANS LE PROCESSUS DE REGENERATION DES FRICHES URBAINES ?

La friche est un lieu de mémoire, le symbole d'un usage, d'une dynamique passée, un espace oublié laissant des quartiers défigurés. Une friche souligne la vacuité de fonction et d'usage, elle est la preuve de l'absence d'infrastructures cohérentes à l'échelle du quartier. Restées longtemps en marge de la fabrique de la ville, les friches deviennent dès les années 70 un enjeu d'aménagement urbain. Ce que la Friche a montré avec d'autres c'est qu'une autre voie s'ouvrait et que des gens qui n'étaient pas impliqués dans la fabrication de la ville, des artistes, des intellectuels, des habitants, s'engageaient et proposaient de nouveaux modes de fabrication de l'urbain, qui anticipe sans programmer, sans figer, (Patrick Bouchain, architecte).



Collage réalisé par les étudiant.es

La friche est une « terre abandonnée, vierge ou en état d'inculture », un lieu « laissé à l'abandon, non utilisé ». Dès les années 70-80 en Europe, une reconquête de ces territoires s'opère via la figure des « friches culturelles ». Ces friches sont des espaces investis par des artistes, collectifs ou associations ayant pris conscience de l'existence d'un patrimoine délaissé, et cherchant un lieu pour produire.

A l'échelle locale, ces lieux deviennent rapidement des espaces de revendication d'une diversité culturelle, ils sont un moyen de mobilisation et de sensibilisation au manque d'infrastructures culturelles pour les populations proximales. La friche artistique a alors pour vocation de transformer l'environnement urbain, de créer une dynamique culturelle de proximité, entraînant un processus de régénération de ces anciens espaces. L'objectif pour les artistes est de constituer des partenariats, y compris avec des acteurs publics, afin de sauvegarder du patrimoine par le geste artistique, redécouvrir la ville ou encore faire sortir l'art des musées.

Attirant le regard des institutions, les processus de régénération urbaine très localisés et propres aux friches artistiques dépassent rapidement le seul cadre spatial de leur support. Elles ne concernent plus simplement le secteur culturel mais deviennent des enjeux politiques pour des projets de requalification urbaine à l'échelle de villes ou territoires. Il est important de noter que deux types d'intervention d'artiste se développent : celle sur l'existant et celle pendant la conception d'un projet.

L'émergence des friches artistiques et l'intérêt porté par les institutions coïncide avec la perception de l'art comme une part importante dans les modèles de développement des territoires : c'est la figure de la « ville créatrice » (Elsa Vivant, 2009).

L'économie industrielle passée se transforme en une économie créative. La friche culturelle devient peu à peu un moyen d'expérimentation de politiques ou d'aménagements urbains pour les institutions. Elles permettent un mélange de genres et contribuent à l'émergence de nouvelles formes artistiques issues de coopérations interdisciplinaires très diverse. Durant les années 90, les institutions deviennent plus enclines à ce genre de processus et allouent des sites en friche aux artistes.

Cela contribue à une professionnalisation progressive de ces mouvements, qui initialement occupaient illégalement ces mêmes espaces. Longtemps désireux de reconnaissance sociale, économique et institutionnelle, les artistes deviennent de plus en plus des porteurs de projet, tout en conservant leur positionnement idéologique. Les projets artistiques sont ainsi essentiellement marqués par le caractère très contextuel des espaces sur lequel ils sont réalisés. Cependant, il est important de préciser que ces mêmes projets artistiques peuvent aussi engendrer des politiques ou effets de gentrification excluant les populations initialement mises en avant par ces projets.

# LE LOGEMENT SOCIAL ET L'ART DE NOUVELLES PRATIQUES ARTISTIQUES ?

Aujourd'hui, les organismes de logements sociaux s'engagent dans la mise en oeuvre de projets par le biais de la pratique artistiques dans les quartiers, tout en mettant les habitants dans le fondement des démarches et le questionnement des projets.

L'art est devenu un élément fondamental qui favorise le sentiment d'appropriation des usagers du logement social, puisqu'ils font partie du processus de création qu'il implique et participent à la prise de décision, ce qui se traduit par une communauté solidaire et active et donc un quartier qui est pris en charge par ses propres habitants.

Après la révolution industrielle, la question du logement social est devenue un enjeu important puisque, du fait de l'exode rural vers la ville, un besoin de loger les classes moyennes et ouvrière s'est créé. Cependant, il ne s'agissait pas seulement d'offrir un espace à vivre, mais cet espace devait être digne, c'est-à-dire avec des espaces pour tous les besoins, propres et confortables pour les habitants. Dans le cas des habitations à bon marché, HBM, en plus de répondre à des besoins de base, l'art était également utilisé comme moyen de rendre les maisons «plus pittoresques» pour mettre de côté l'imaginaire d'une maison grise et sans vie aux classes sociales inférieures.

Ces pratiques ont été perpétuées et aujourd'hui, elles sont utilisées pour créer des projets où les artistes locaux et les habitants participent, car cela permet l'appropriation des maisons et donc un sentiment d'appartenance au quartier, ce qui se traduit par une meilleure prise en charge par les habitants et la création d'un sentiment de communauté.

S'il est vrai qu'associer l'art au logement social semble théoriquement fonctionner sur la question de l'appropriation, le facteur économique est également pris en compte, puisque nombreux de ces projets ne sont pas réalisés faute de financement.



Collage réalisé par les étudiant.es

Cependant, il existe des politiques publiques pour les financer qui impliquent des alliances stratégiques entre différentes entités telles que les ministères de la Culture et les organisations non-gouvernementales.

Dans ce dossier, les études de cas choisies sont des projets qui ont utilisé la stratégie d'appropriation d'un quartier par la mise en oeuvre d'un projet artistique en collaboration avec les artistes professionnelles et les habitants de quartier composé principalement de logements sociaux. Ainsi la mise en place de différents ateliers, et temps d'échange entre les professionnels et les usagers a ainsi permis aux habitants/usagers de se doter d'outils et de connaissances de base pour créer différentes œuvres artistiques.

De même, l'art ne se fait pas seulement dans les bâtiments ou les maisons, mais aussi dans les espaces physiques et les éléments qui composent le quartier, tels que les chemins au sol, les sculptures qui permettent la fonction de bancs pour s'asseoir et, entre autres, tourner ainsi le quartier en un espace dynamique qui interagit avec les utilisateurs et crée ainsi un sentiment d'appartenance où plus tard les habitants eux-mêmes peuvent modifier et créer de nouvelles œuvres de manière indépendante.

ACHOUR Hala, ADIONDOGA Marguerite, COMPOS Rhina, DAOUDI Yousra.

# L'AGRICULTURE URBAINE UTOPIE OU RÉALITÉ ?

L'idée d'une agriculture en ville est récente car elle répond à de nouvelles problématiques. Le changement climatique, en partie dû à la pollution humaine, conduit la planète à se réchauffer et nuit à l'homme et à de nombreuses espèces animales et végétales. Cet enjeu central conduit à réfléchir à de nouvelles manières de consommer, de se nourrir ou encore d'utiliser l'énergie.

L'agriculture urbaine vient répondre à cette problématique en tentant de réduire la pollution des villes, avoir une proximité alimentaire et donc diminuer la pollution des transports, aider la biodiversité et recycler les déchets. Cet enjeu est doublé par l'augmentation de la population mondiale.

L'agriculture, moyen de subsistance essentiel, est au cœur des préoccupations sociétales depuis des millénaires. Elle a connu de nombreuses évolutions, notamment afin de s'adapter à la croissance démographique. Des travaux théoriques et pratiques concernant l'agriculture urbaine naissent. Cependant, comme dans chaque création, il faut rester vigilant quant à la possibilité de réaliser les projets. Il y a un écart important entre la théorie et la pratique. Toutes les idées liées à l'agriculture urbaine ne sont pas réalisables. C'est par ailleurs le cas avec Howard Ebenezer. Urbaniste de la moitié du XIXe et XXe siècles, il a publié un ouvrage en 1898, intitulé Les cités-jardins de demain. Il a proposé son concept, celui de la ville en campagne; un modèle alternatif aux villes surpeuplées industrielles et trop urbanisées

Les cités-jardins seraient, selon l'auteur, un lieu dans lequel les individus pourraient habiter en connexion avec la nature, de façon à pouvoir produire et consommer localement, tout en restant à l'écart de la pollution urbaine. Il met en lumière des exemples de cités-jardins. C'est notamment le cas de Letchworth.

Espace situé au nord de Londres, Letchworth représente l'échec de la première initiative de cité-jardin. Cet échec s'explique premièrement par la volonté des industriels de vivre à proximité de leurs usines dans des espaces très urbanisés. Ainsi, si les habitants portaient vivre dans des cités-jardins, ils resteraient souvent sans emploi et dans des conditions précaires. Aujourd'hui, il existe 32 villes en Europe inspirées par les idées de Howard mais limitées dans la réalité. Les travaux de Howard sont utopiques et dans les faits partiellement irréalisables.



Collage réalisé par les étudiant.es

Par ailleurs, dans toute idée de projet en termes d'agriculture urbaine, l'histoire de l'espace doit être prise en considération. On peut prendre l'exemple de l'association Apur, qui a mené des travaux sur la nature dans Paris et sa petite couronne depuis 300 ans. Les constats ont été les suivants : la surface des parcs et des bois a augmenté, surtout entre 1975 et 2017. De plus, la surface d'agriculture, dominante jusqu'en 1900, a entièrement disparu en 2017, autant dans Paris intra-muros que dans la petite couronne.

Contrairement aux pensées utopiques de Howard, d'autres idées nous tournant vers l'agriculture urbaine ont pu être réalisées et ont fait leurs preuves. Cela a permis de créer une certaine autonomie alimentaire dans différentes villes. Notamment en France, où Avignon est à la tête du classement avec 8,12% d'autonomie alimentaire. La ville est suivie de Valence, de Nantes, etc. On peut aussi prendre l'exemple de la création d'un centre d'excellence en agriculture urbaine et en phytoremédiation. Un projet réalisable dans les faits et qui prend en compte les limites auxquelles il doit faire face. Concernant les limites des projets en agriculture urbaine, un exemple est mis en lumière par Von Thünen. Il s'agit d'une théorie portant son nom, c'est un modèle radioconcentrique évaluant le coût des distances en fonction de la répartition spatiale des productions agricoles à la « ville-marché ».

Parmi les travaux réalisés en agriculture urbaine, on retrouve aussi des critiques d'idées utopiques. C'est le cas de l'ouvrage La Ferme du rail (Clara et Philippe Simay, 2022).

PRADIER Remi, RADOUAT Suzanne, KHRAMOV Iurii, ZIARRE Imlek, GAIDET Léa

# LA VILLE COMPACTE, MODELE PERTINENT POUR LES DYNAMIQUES DES VILLES DE DEMAIN ?

L'Europe en 2021 est un territoire très urbanisé (70%) contre 48% à l'échelle mondiale.

Dans les pays occidentaux et scandinaves plus des 3/4 de la population, voire la quasi-totalité, vit dans un territoire dit urbain. (banque mondiale).

La ville compacte divise mais un consensus a été trouvé autour d'un modèle polynucléaire alliant un habitat qualitatif, l'accès aux services et des transports performants.

La forme idéale n'existe pas : reconcevoir réduit les externalités négatives et augmente la durabilité. Les moyens nécessaires à sa réalisation en font une utopie. Il s'agit de tendre vers ce mode de fonctionnement.

Les sociétés actuelles conjuguent l'urbanisation et le développement durable en théorisant des modèles tels que la "ville compacte" énoncée dans les années 1970. Pourtant les civilisations anciennes se sont adaptées aux caractéristiques de leurs milieux pour bâtir leur empire par le biais de la compacité. C'est le cas au Caire, en milieu désertique, afin de faciliter l'irrigation. Ou plus récemment à Amsterdam, où la compacité réduit l'artificialisation des sols et le risque d'inondation.

A présent, la "ville compacte" répond à une programmation composée de leviers d'action précis :

- La mobilité : accentuée mais repensée vers une restriction maximale de la voiture et un renforcement des infrastructures de transports publics et des modes actifs afin d'homogénéiser les flux.
- L'environnement : Laminéralisation crée un sentiment d'étouffement conduisant les ménages à s'installer dans le périurbain. De plus, l'introduction de la nature offrira un cadre de vie favorable au bien-être et à la flânerie. La limitation de l'étalement des villes et de l'imperméabilisation permettra au milieu agricole d'augmenter la superficie et la qualité des sols.
- L'énergie : Inconvénient majeur des villes occidentales, bon nombre de bâtiments datant des années 1970, sont énergivores. Il s'agit de réduire l'impact énergétique en créant des systèmes innovants pour les bâtiments existants et futurs afin de réduire les externalités négatives (pollution, réchauffement climatique, augmentation du coût de l'électricité ...).



Collage réalisé par les étudiant.es

L'articulation de ces objectifs permet de s'inscrire dans des enjeux sociaux et de développement durable. L'absence de précision au sujet de ces leviers laisse également libre court sur les manières de faire projet.

En ce sens, les cas japonais et lausannois sont intéressants en aménagement et mobilités, car ils s'appuient sur une démarche participative afin de mieux connaître les attentes des habitants, quitte à devoir faire face à des oppositions. Par ailleurs, le projet Euroméditerranée à Marseille s'intéresse davantage à l'aspect énergétique en s'armant d'études scientifiques et d'une projection des résultats sur le long terme.

Il paraît difficile de dissocier la "ville compacte" de la ville ex-nihilo au vu des difficultés d'articuler une ville dans sa globalité, des moyens financiers importants et la peine à obtenir un consensus de la part de la population. La capacité de certains pays à inscrire des projets dans le modèle de la "ville compacte" est exclue compte tenu du niveau de développement ou du régime politique. En cela, il est inégalitaire. En France, son application est compromise par les multiples fractures entre les centres historiques et l'étalement urbain mettant en péril la densification car elle participerait à un déclin urbain et donc une mise en friche des périphéries. Par ailleurs, des projets à l'échelle de quartiers permettent d'expérimenter le concept et de le confronter aux réalités de terrain, puis de prouver son efficacité.

VILLE Mélinda, GILET Hannah, DUBROEUCQ Marie, MALLARD Lila, WAENGENE Sheyenne

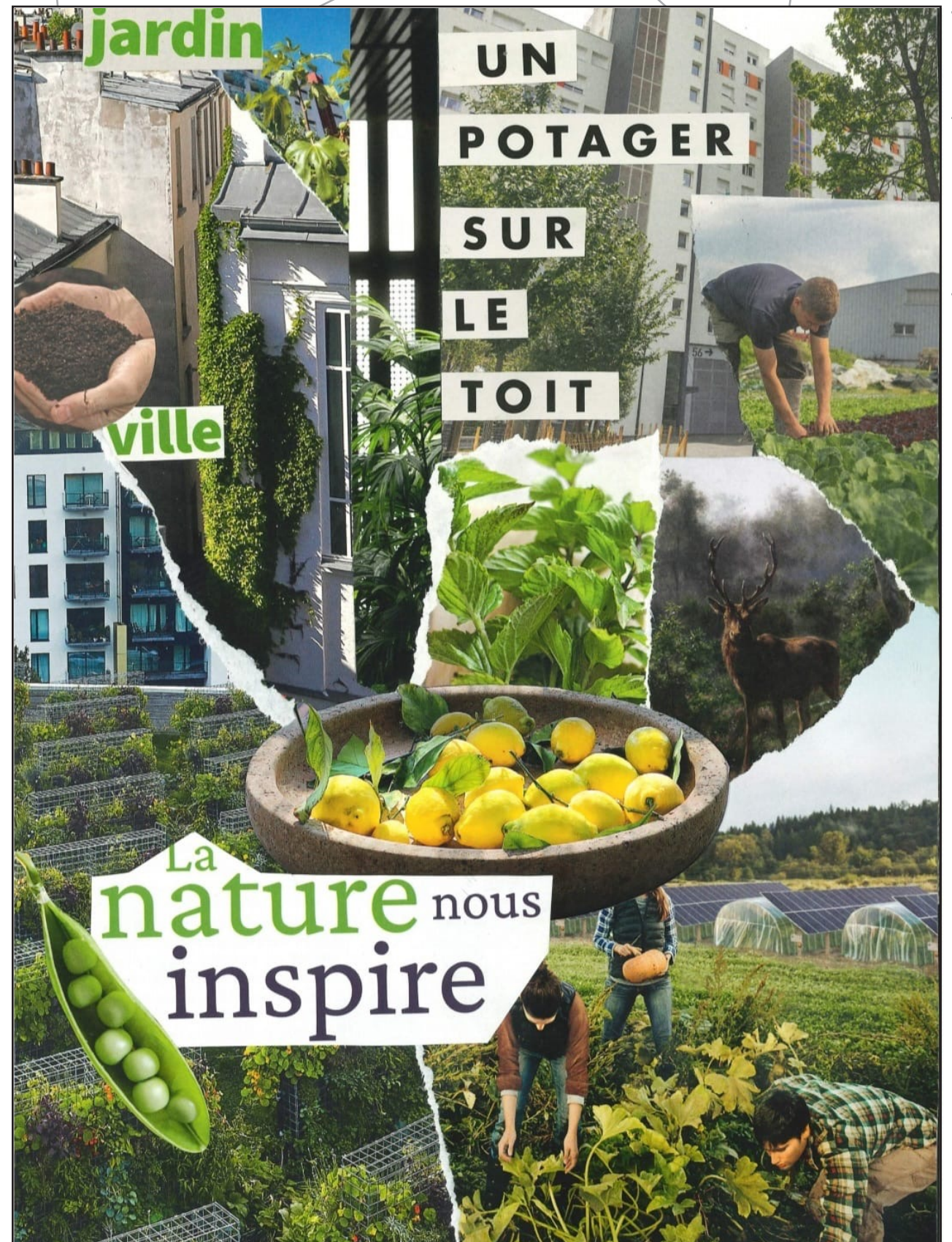
# RÔLE DE L'ACTION PUBLIQUE DANS L'AGRICULTURE URBAINE ?

Dans un monde actuel où la ville cède à un « urbain généralisé » (Lussault, 2013), sans bornes claires et sans limites précises avec une ville qui se mêle au rural, l'agriculture urbaine devra s'engager à se fixer des objectifs d'autosuffisance et d'indépendance alimentaire. Par ailleurs, elle devra répondre également aux questions de biodiversité et de perméabilité des sols, de renouveau des modes de production, de facteurs de création de lien social, voire d'accessibilité à tous. Peu à peu, l'intérêt et la reconnaissance de l'agriculture est un réel objet émergent à prendre en compte dans les projets urbains. Une nouvelle forme spatiale et sociale émerge mais la diversité d'acteurs, des besoins et d'attentes complexifient ce processus d'intégration en ville.

L'autonomie alimentaire est aujourd'hui un défi des plus actuels au vu des enjeux démographiques, environnementaux et sociétaux auxquels nous faisons face. L'intérêt porté par ces enjeux, de plus en plus affirmés, pousse à s'interroger sur les diverses maîtrises concernant la gestion de la production agricole.

L'agriculture urbaine est l'une des solutions qui émerge au début du XXème siècle à l'aide d'initiatives sociales principalement. Le rôle de l'action publique n'apparaît qu'après-guerre, et affirme de manière progressive la place de cette agriculture en ville sous une forme récréative, personnelle et protectrice. A cette époque, on prend en compte uniquement l'agriculture en périphérie des villes. Quant à l'agriculture intra-urbaine, elle émerge dans les politiques urbaines dans les années 2000, apparaissant comme un objet politique dans la réalisation de projets d'aménagement. La place du projet met en avant une volonté de changement, de renouveau, et l'agriculture urbaine serait alors un outil destiné à conduire ces évolutions. Des changements qui peuvent se formuler de manière sociétale, afin d'assurer une sécurité alimentaire tout en diminuant la pauvreté et limitant les inégalités sociales.

Néanmoins, la création de projets urbains soulignant le lien avec l'agriculture semble contrastée au vu des multiples acteurs et effets de nuisances qu'ils peuvent créer. Une meilleure planification de l'espace en matière d'usages semble essentielle pour maîtriser les parcelles.



Collage réalisé par les étudiant.es

L'évolution des villes est un phénomène qu'il faut maîtriser au vu d'accueillir l'agriculture urbaine. Pour illustrer au mieux nos propos, nous avons pris en compte la place notable qu'admettent les formes agricoles en ville et la manière dont elles se mettent en place.

Les cas pratiques (Grèce, France) soulignent le rôle non négligeable des initiatives citoyennes s'appropriant un lieu de manière spontanée. Sous-estimer le rôle des habitants dans ce genre de projet serait mettre en porte-à-faux ses initiatives qui soulignent l'importance de l'agriculture urbaine. Malgré cela, les pouvoirs publics affirment l'intérêt principal de cette agriculture au sein des villes en les intégrant dans les politiques publiques de l'aménagement. L'action publique a un rôle de planificateur de l'agriculture urbaine, afin d'accompagner ses évolutions et éviter tout débordement en termes de foncier par exemple. Cependant, la délimitation foncière est un aspect nécessaire à tout projet de création agricole au sein des villes.

Un élément essentiel ressort, celui d'une délimitation concrète de ceux à quoi correspond l'agriculture urbaine. Il n'y a pas une mais des agricultures urbaines. Le rapport entre ville et nature s'affaiblit, ce qui accentue en principe les pratiques juxtaposant l'urbain et la nature. L'utilité de garantir une place grandissante à l'agriculture urbaine s'interprète par son rôle bénéfique actuel voire futur pour les villes et ses populations.

# DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE: ADAPTATION DU TOURISME DE MONTAGNE AU CHANGEMENT ?

Pour s'adapter au changement climatique, le tourisme de montagne utilise plusieurs outils afin de conserver son attractivité et de préserver la nature. Que ce soit le développement du tourisme 4 saisons comme à Chamrousse ou à Saint Pierre de Chartreuse ou encore dans les Monts d'Ardèche, ou la production de neige artificielle pour permettre de bonnes conditions de skis comme à Chamonix, ces adaptations sont le résultats de plans d'aide de la part de collectivités afin de préserver la ressource économique que sont les territoires de montagne.

L'autonomie alimentaire est aujourd'hui un défi des plus actuels au avec le dérèglement climatique, les espaces montagneux s'adaptent et tout particulièrement les stations de ski. Plusieurs processus et stratégies apparaissent dans l'objectif de maintenir le tourisme montagnard. Des plans d'interventions se développent comme le Plan Avenir Montagne ou encore le Plan Neige pour la production de neige artificielle. Ces plans d'aide se caractérisent principalement par des aides financières des collectivités territoriales aux stations de ski. La difficulté sur cette question réside principalement dans le fait que tous les territoires ne sont pas égaux face aux enjeux provoqués par le dérèglement climatique. Différentes stratégies apparaissent donc, certaines stations peuvent se permettre d'investir dans des outils techniques de production de neige afin de maintenir une activité hivernale. Cette stratégie s'adresse aux station de grande envergures et située en haute montagne avec un domaine skiable pour la plupart du temps fortement enneigé. concernant les plus petites stations, que l'on peut qualifier de "familiale", bien souvent situées en plus basse altitude, celle-ci mettent en place des stratégie de tourisme de quatre saisons comme à Saint Pierre de Chartreuse ou Chamrousse. Cette stratégie consiste en une transition à travers la diversification du domaine d'activité et cela dans le but d'accueillir du tourisme en station toute l'année. Cela se caractérise le plus communément par le développement de sentiers de randonnée ou le domaine cyclable. Dans les deux cas, le but est de ne pas baisser le revenu économique que ces stations génèrent et dans certains cas, maintenir l'attractivité de ces espaces pourrait avoir un effet contre productif et aggraver les effets du changement climatique.

LENGELET Steve, MARCHAND Zacharie, OUCHA Anisse, FURRER Joris, FERRA Louane

CYCLE HOW WILL WE LIVE TOGETHER ?  
COMMENT VIVRONS NOUS ENSEMBLE AU 21E SIÈCLE ?



Collage réalisé par les étudiant.es

